

# Le retour d'exigence de reconnaissance du crime colonial français

**Reconnaissance du crime colonial en Algérie par la France, ni la repentance ou encore moins la réconciliation historique ne sont pour demain.**

D'aucuns pensaient que la reconnaissance en octobre dernier par le président François Hollande des massacres commis par la France le 17 Octobre 1961 sur des milliers d'Algériens à Paris était un geste d'une très grande portée qui allait apaiser les relations entre les deux pays, contribuer à tourner la page d'exigence de la reconnaissance de crimes coloniaux perpétrés par la France en Algérie et faciliter les discussions entre les deux parties lors de la visite d'Etat en Algérie, début décembre, du président Hollande. C'était compter sans la sortie, à deux jours de la célébration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, de Mohamed- Cherif Abbas, ministre des Moudjahidine, qui vient de rappeler que les Algériens veulent une «reconnaissance franche des crimes perpétrés à leur rencontre» et sans une déclaration précédente, celle de Farouk Ksentini, président de la Commission des droits de l'homme, plus tranchée encore, demandant à la France de se repentir. La pression est là, le lourd passé colonial s'invite non seulement au débat mais il vient perturber l'image idyllique d'un ciel sans nuages que beaucoup se sont précipités à dessiner après la déclaration de Hollande sur les massacres du 17 Octobre.

La commémoration du 58<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre

d'Algérie — le 1<sup>er</sup> Novembre 1954 — offre naturellement l'occasion de rappeler que les Algériens se sont alors engagés dans la décolonisation de leur pays, la plus longue et la plus meurtrière décolonisation à travers le monde. Ces meurtres sont loin d'être reconnus par l'Etat colonial qui les a perpétrés et qui a attendu 1999, soit 45 ans après son déclenchement, pour que le terme approprié de guerre d'Algérie soit reconnu par la France qui la qualifiait jusque-là d'événements.

Gauche ou droite successivement au pouvoir en France faisaient la sourde oreille jusqu'à cette reconnaissance des massacres du 17 Octobre par Hollande.

«Nous voulons comme vous, nous tourner vers le futur et essayer d'en faire un avenir de paix et de prospérité pour les jeunes de nos pays», écrivait dans une lettre, à l'occasion du 14 Juillet dernier, le président Bouteflika à son homologue français.

Il ajoutait : «Il faut un examen lucide et courageux du passé.» Comme pour lui indiquer qu'il a été bien entendu, Hollande, dans sa déclaration de reconnaissance des massacres du 17 Octobre, évoque précisément ce terme de lucidité. Mais cela est loin de ce qui était attendu, et Farouk Ksentini comme Cherif Abbas, alors que la réaction officielle sur la reconnaissance de Hollande promise par le ministre des Affaires étrangères n'est toujours pas intervenue, il semble que cette réponse a été déléguée à un membre du gouvernement — le ministre des

Moudjahidine — laissant ainsi une marge de manœuvre aux responsables de l'Etat pour moduler leur position en fonction de la conjoncture bilatérale du moment.

Dans sa déclaration à l'APS, Mohamed Cherif Abbas considère que la reconnaissance par Hollande des massacres du 17 Octobre «est d'abord politique vu la manière dont elle a été conçue». Le ministre des Moudjahidine ne précise pas ce qu'il entend par «politique» et l'on est tenté de penser qu'il considère que Hollande devant arriver en Algérie, cette reconnaissance n'est que conjoncturelle, ou qu'elle n'a été consentie que pour les retombées économiques que pourrait engendrer sa visite après ce positionnement.

Toutes ces supputations pourraient fonctionner si l'on n'occulte pas le fait que Hollande — quand bien même il serait partisan, fortement convaincu des crimes coloniaux, ce qui n'a pas encore été totalement prouvé — est obligé pour l'instant de ne pas trop heurter les nostalgiques de l'Algérie française, tellement puissants encore dans l'Hexagone. Quant aux officiels algériens, s'ils ne se sont pas manifestés eux aussi «franchement», c'est parce que ce passé colonial non encore reconnu alimente la scène politique et fait oublier quelque peu les difficultés internes du présent.

La réconciliation historique entre les deux pays n'est sûrement pas pour demain.

**Khedidja Baba-Ahmed**  
[www.khedidja\\_b@yahoo.fr](mailto:www.khedidja_b@yahoo.fr)

## Une vraie Révolution, des mystères impénétrables

**Cinquante-huit ans, jour pour jour, après le déclenchement, le 1<sup>er</sup> Novembre 1954, de la Révolution algérienne et cinquante années après l'indépendance, peu de choses est sur sur cette «séquence» de notre histoire, celle de la période de la guerre 1954-1962, l'une des plus dévastatrices du vingtième siècle et, davantage encore, sur la teneur réelle des accords d'Evian qui régissent toujours les relations algéro-françaises.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Tout est dans ces accords-là, en fait, notamment dans ses clauses secrètes qui demeurent en grande partie un mystère bien gardé des deux côtés de la Méditerranée.

Pour preuve, et si depuis 2009 la classe politique en Algérie, la société civile et toutes les entités composant «la famille révolutionnaire» chapeautée par le Front de libération nationale ne cessent de réclamer la «repentance et les excuses de la France pour ses crimes en Algérie», personne ne s'est jamais posé la question qui compte vraiment : pourquoi, à aucun moment, aucun responsable officiel algérien, Bouteflika en tête, n'a fait sienne une telle revendication ?

Oui ! les faits sont têtus : jamais l'Algérie officielle n'est allée jusque-là, et ce, depuis Ben Bella.

Depuis le 3 juillet 1962 et l'accession au pouvoir de ce dernier, convenue entre de Gaulle et Jamal Abdenacer, l'histoire de la Révolution algérienne est otage du clan de Oujda dont l'Algérie subit encore les conséquences du putsch de 1957 avec l'assassinat de Abane Ramdane.

Dans aucun manuel de l'histoire nationale il est écrit, par exemple, que les accords d'Evian stipulent, dans une clause secrète, que les archives de ce que les Français appellent «la guerre d'Algérie» ne seront pas rendues publiques pour une durée de soixante-quinze ans à compter du 3 juillet 1962 ! Et encore : sous Sarkozy, la France allonge cette période, via un décret non publiable, jusqu'à cent ans !

L'objectif d'une telle clause est évident : le jour où les archives liées à cette période de notre histoire seront à la portée du public, aucun des acteurs physiques de la guerre et de l'après-guerre immédiat ne sera de ce monde.

Beaucoup de mythes tomberont lorsqu'on saura, par exemple, que les essais nucléaires français dans le Sahara n'ont cessé qu'après la mort de Houari Boumediène, ou qu'à l'indépendance, les statistiques confirmées par diverses sources crédibles et qui étaient au cœur même des événements font état de 6 000 à 8 000 combattants de l'Armée de libération nationale (il s'agit de l'armée de l'intérieur) qui ont survécu à la guerre et à l'infamie machine militaire coloniale.

En face, le corps de la Harka était composé de 200 000 à 300 000 harkis en uniforme. Sans parler des autres collaborateurs et autres traîtres en civil.

Le peuple algérien qui a subi dans sa chair les atrocités inhumaines d'une colonisation abjecte d'abord, et qui payera un lourd tribut dans sa lutte armée contre une puissance mondiale, vivra un autre cauchemar durant l'été 1962 lorsque les troupes de Houari Boumediène et de Ben Bella, stationnées en Tunisie, font route vers Alger.

Un assaut contre l'armée de l'intérieur sortie exsangue de huit années d'une terrible guerre et qui n'a pu faire face à l'armada de Boumediène et de Ben Bella. C'était le début de ce que Ferhat Abbas appellera «l'indépendance confisquée».

**K. A.**

## Ces Algériens d'origine européenne victimes de l'oubli

**Par Hassane Zerrouky**

En ce 58<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, un hommage sera rendu à ceux qui sont tombés pour l'indépendance du pays. Parmi eux, il y avait beaucoup d'Algériens d'origine européenne ou issus de la communauté juive.

Certes, depuis quelques années, on commémore la mort d'Henri Maillot, de Fernand Yveton, voire de Maurice Laban. Octobre 1988, surtout, a permis cette ouverture politique, quoique imparfaite, qui fait que depuis 1989, un tabou a été brisé, que dans une certaine mesure «il est interdit d'interdire», du moins en ce qui concerne la mémoire. En effet, qui aurait imaginé en 1980, à l'époque du parti et de la pensée uniques, que Mohamed Harbi, Dahou Djerbal, Benjamin Stora, Gilbert Meynier et d'autres universitaires ou acteurs de la guerre de Libération nationale, animeraient des conférences à Alger sur le mouvement national ? Et quoi qu'on en pense, pas un jour ne passe sans que la presse se fasse l'écho de témoignages et de récits d'acteurs du mouvement national, de comptes-rendus de débats sur le passé de notre pays, qui chacun à leur manière, nous aide à nous approprier une part de notre histoire. C'est dans ce contexte, dans le cadre de cette chronique, je rendrai donc hommage à ces militants d'origine

européenne en s'appuyant sur le livre *Le Camp de Lodi* de Natalie de Funès, journaliste au *Nouvel Observateur*. J'ai découvert ce livre grâce à l'ancien journaliste d'*Alger républicain* et ancien détenu de Lodi Jean-Pierre Saïd. J'y ai découvert l'histoire de ces Algériens d'origine européenne dont le combat et le sacrifice pour l'indépendance nationale n'ont pas été payés de retour. Pas la moindre «petite» reconnaissance. Rien. De 1955 à 1960, le centre d'internement de Lodi, près de Médéa, verra passer en moyenne 150 «hébergés» terme officiel désignant les prisonniers. Particularité de ce camp : c'est le seul réservé aux «Européens», c'est «le camp des pieds-noirs».

L'ouvrage de Nathalie Funès, *Le Camp de Lodi, Algérie 1954-1962*, éclaire cet aspect tout à fait méconnu de la guerre d'Algérie, en s'appuyant sur les archives provenant des «Archives nationales d'Outremer» d'Aix-en-Provence et sur les témoignages d'anciens prisonniers.

Enfermés de façon arbitraire, sur simple arrêté préfectoral, sans motif d'inculpation, sans procès, ni jugement, ces «hébergés» s'entassaient dans des conditions épouvantables de surpopulation qu'ils dénonceront à maintes reprises dans des pétitions et lettres aux ministres qui ne sortiront évidemment jamais du camp.

Qui sont-ils ? Des militants communistes dès l'automne

1956, comme René Justrabo, ancien maire de Sidi-Bel-Abbès et ex-représentant de l'Assemblée algérienne, ou comme les frères Meyer et Gabriel Timsit qui, ayant éclopé d'un an avec sursis, resteront trois ans à Lodi. Ou encore Jean Farrugia, arrêté après avoir participé au détournement des armes d'Henri Maillot, «l'opération la plus symbolique de l'entrée en guerre, Henri Alleg juste après avoir subi «la question», des pieds-noirs indépendantistes», écrit l'auteure. Ou notre ami Maurice Baglioto dit Momo. Et nombreux sont ceux parmi les prisonniers, qui, comme Farrugia, ont déjà connu les camps nazis durant la Seconde Guerre mondiale.

Mais Lodi verra arriver aussi les frères Perles, toute la famille (le père, la mère, les quatre sœurs et les deux plus jeunes frères) arrêtée une nuit de 1957 à El-Harrach par les paras de Bigeard alors que seul l'ainé, Roger, membre du PCA (Parti communiste algérien), militait, et qui resteront au camp jusqu'en 1960. La grève générale du 28 janvier 1957, suivie par les «hébergés», marquera un durcissement des conditions de détention à Lodi. Les prisonniers seront privés de tout contact avec l'extérieur, ils ne pourront plus voir leurs avocats. Quand ils les verront arriver en février 1957, ce ne sera pas pour s'occuper de leurs dossiers mais parce qu'ils viendront grossir les rangs des détenus. Ainsi, Albert Smadja

et Elie Guedj ne seront libérés qu'en 1958. Dans le camp, les prisonniers s'organisent. Et quand le 13 mai 1958, à Alger, la foule européenne menée par les Lagaillarde, Ortiz, Susini, hurle «Tous à Lodi ! Tous à Lodi !» pour faire la peau à ces «traîtres», les détenus fabriquent à l'insu des gardiens toutes sortes d'armes artisanales, décidés à vendre chèrement leur peau !

Nathalie Funès relate les itinéraires individuels de ces hommes de toutes conditions qu'un même engagement anticolonialiste va amener à subir l'arbitraire, la répression, la torture. «Le moral n'est pas bon», écrit l'auteure jusqu'à ce jour de mars 1958 où «ils avaient assisté à un combat (...) comme dans un film en technicolor» entre l'ALN et l'armée française. Au grand dam du directeur du camp déplorant dans un rapport transmis à ses supérieurs que la plupart des détenus s'étaient «réjouis» de voir un avion abattu par l'ALN s'écrasant juste devant les barbelés entourant le camp.

A l'indépendance, après le coup d'Etat du 19 juin 1965, la plupart d'entre eux, à qui la nationalité algérienne n'avait pas été accordée d'office, sont interpellés et expulsés vers la France ! Voilà comment ces fils de la terre algérienne ont été remerciés !

**H. Z.**  
Nathalie Funès, *Le Camp de Lodi, Algérie 1954-1962*. Ed. Stock. Paris.